

SANG, FEU ET OR

Estelle Paranque

SANG, FEU ET OR

L'histoire d'Élisabeth I^{re} et Catherine de Médicis

ARMAND COLIN

Traduction de l'anglais (Royaume-Uni) par Dominique Piolet-
Françoise
Première édition en anglais (Royaume-Uni), Ebury Press, 2022
© Estelle Paranque, 2022

NOUS NOUS ENGAGEONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT :



Nos livres sont imprimés sur des papiers certifiés pour réduire notre impact sur l'environnement.



Le format de nos ouvrages est pensé afin d'optimiser l'utilisation du papier.



Depuis plus de 30 ans, nous imprimons 70% de nos livres en France et 25% en Europe et nous mettons tout en œuvre pour augmenter cet engagement auprès des imprimeurs français.



Nous limitons l'utilisation du plastique sur nos ouvrages (film sur les couvertures et les livres).

© Armand Colin pour la présente édition, 2024
Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur
11, rue Paul-Bert, 92240 Malakoff
www.dunod.com
ISBN 978-2-200-63524-4

À celui qui rend tout meilleur et plus prospère
Nick St. John Gill

Sommaire

Prologue	L'art et la manière de faire la paix	9
----------	--	---

Première partie

Devenir reines

1533-1558

Chapitre 1	Amour et scandales, 1533-1536	21
Chapitre 2	Dans l'ombre des cours royales, 1537-1546.....	35
Chapitre 3	Les cours des loups et des louves, 1547-1553.....	45
Chapitre 4	La lutte pour le pouvoir, 1553-1558.....	55

Deuxième partie

Couronnes d'épines et de feu,

1558-1564

Chapitre 5	Quand la mort mène à la gloire, 1558-1559	69
Chapitre 6	Combattre pour la paix, 1559-1560.....	87
Chapitre 7	Tout d'un roi sauf le nom : la vierge, la « gouvernante » et la veuve, 1561.....	99
Chapitre 8	Le jeu du menteur, 1562-1564	115

Troisième partie
Les mères savent mieux que quiconque,
1564-1584

Chapitre 9	Charles, le roi enfant, 1564-1569.....	135
Chapitre 10	Henri, éclipsé par un autre Français, 1570-1571.....	151
Chapitre 11	Larmes et fureur, François, la « grenouille » d'Élisabeth 1572-1578	163
Chapitre 12	Une mère perdue, 1579-1584.....	185

Quatrième partie
Les reines guerrières,
1585-1589

Chapitre 13	L'héroïne protestante et la guerrière catholique, 1585	203
Chapitre 14	La rose et le chardon, 1586.....	215
Chapitre 15	Une reine doit mourir, novembre 1586-mars 1587.....	233
Chapitre 16	La fin de la partie, avril 1587-août 1589.....	251

Épilogue	Reine de cœur et reine de pique : les femmes derrière les légendes.....	269
Note de l'auteure	.....	273
Notes de fin	.....	275
Bibliographie	.....	285
Remerciements	.....	295
Index	.....	297

Prologue

L'art et la manière de faire la paix

27 avril 1564. Sir Nicholas Throckmorton a, depuis peu, recouvré la liberté. En sa qualité d'ambassadeur anglais à la cour de France et de conseiller d'Élisabeth I^{re}, il est invité à dîner par Artus de Cossé-Brissac (connu sous le nom de Gonnord), l'un des conseillers privés de Catherine de Médicis et de Charles IX. Le conseiller d'une reine, Throckmorton, pénètre dans le repaire d'une autre tête couronnée, Catherine, la reine mère de France, qui est aussi la femme la plus influente du continent européen.

Vêtu comme à l'accoutumée d'habits noirs et or qui traduisaient sa richesse et accentuaient sa dignité, de Gonnord accueille son invité pour lequel il avait fait préparer un copieux repas. Throckmorton fut d'autant plus sensible à ce traitement qu'il venait d'être incarcéré plusieurs mois dans la geôle lugubre d'un château français, à plusieurs kilomètres de la capitale. Il avait passé ces derniers mois à batailler pour recouvrer sa liberté et négocier au nom d'Élisabeth avec la reine mère de France, qui assumait alors la régence du royaume sous la minorité de son fils Charles IX. Les deux femmes étaient à couteaux tirés depuis un long moment, ce qui plaçait leurs conseillers respectifs dans une situation on ne peut plus délicate.

« Si seulement, votre maîtresse, Élisabeth, la reine d'Angleterre et Catherine, la reine mère de France, parvenaient à une entente, dit de Gonnord au cours du dîner, le pape perdrait tout pouvoir dans votre pays comme dans le mien. »

Après un temps de réflexion, l'ambassadeur d'Angleterre reconnut que « la perte de pouvoir du pape ne serait pas pour déplaire à sa maîtresse, la reine¹ ».

Le dîner se poursuivit avec des échanges plus futiles, les deux hommes parlant de tout sauf de la douloureuse expérience que Throckmorton venait de vivre en tant que prisonnier de la couronne de France.

Monsieur de Gonnord avait vu juste. Si seulement les deux femmes concluaient un pacte d'alliance, si seulement les deux reines

s'entendaient pour sceller une amitié indestructible. Rien ni personne ne pourrait alors leur résister. Ensemble, elles régneraient sur toute l'Europe du XVI^e siècle.

Mais le destin en avait décidé autrement. Throckmorton ainsi que d'autres représentants des cours anglaise et française avaient perdu à tout jamais plusieurs mois de leur vie.

*

Tout commença la nuit du 10 août 1563. Sir Nicholas Throckmorton fut arrêté pour avoir voyagé sans sauf-conduit – un laissez-passer diplomatique permettant à son détenteur de se déplacer librement sur tout le territoire français. Cette arrestation fut perçue comme une véritable insulte par la cour d'Angleterre, les ambassadeurs ayant jusqu'alors toujours pu aller et venir à leur guise. Le message de la France était clair : Vos ressortissants sont dans notre pays parce que nous le voulons bien et ils doivent respecter nos règles.

Sous escorte, Throckmorton fut transféré au château de Saint-Germain-en-Laye, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Paris. Il fut décidé qu'il serait jour et nuit sous la garde de Bretons brutaux et grossiers. Grâce à l'un de ses secrétaires qui, après avoir échappé à l'arrestation, avait acheté la complicité de quelques geôliers, il put correspondre avec l'extérieur tout en sachant pertinemment que chaque lettre serait examinée avec minutie par l'administration française. Cet échange épistolaire était son unique et dernière chance de résoudre cet incident diplomatique.

Trois semaines plus tard, alors qu'il séjournait comme à son habitude dans sa résidence de Poissy, son homologue et collègue, sir Thomas Smith, fut arrêté à son tour puis emprisonné au château de Melun au sud-est de Paris. Son expérience en captivité fut toutefois moins éprouvante que celle de Throckmorton : il passa seulement deux nuits dans une cellule inconfortable avant d'être transféré à la capitale.

Le 13 septembre, Catherine de Médicis et son fils Charles IX autorisèrent Smith à retourner chez lui. L'ambassadeur d'Angleterre avait, néanmoins, parfaitement compris le message : en France, il était et serait toujours à la merci de la reine mère.

Le jour même de sa libération, Smith envoya une missive à Throckmorton, dans laquelle il dénonçait la manière dont il avait été traité. Il se plaignit d'être tombé malade après être parti de Corbeil à cheval le jeudi précédent par un vent glacial, tout en regrettant amèrement la situation dans laquelle il se trouvait : « Je n'en sais pas plus

aujourd'hui que le jour de mon arrestation sur les raisons qui m'ont valu d'être jeté en prison. Mes livres et mes documents ont été mis sous scellés. On me cache tout ce qui a trait à l'Angleterre². »

Pour les régents de la couronne de France, cette arrestation n'était pas moins une manière d'afficher leur pouvoir que de véritables représailles – un avertissement à l'attention d'Élisabeth I^{re} qui avait renvoyé en prison quatre aristocrates français après avoir promis plusieurs fois de leur rendre leur liberté.

Ces différentes incarcérations n'étaient pas les seuls sujets de préoccupation de Catherine. Loin de là ! Charles avait atteint sa majorité et pouvait désormais régner sur la France et mettre ainsi fin à la régence de sa mère. Mais était-il prêt à assumer ce rôle ? Si Catherine n'en était pas convaincue, elle était encore moins prête à renoncer à la couronne. N'avait-elle pas au cours de ces trois dernières années pleinement assumé son rôle de régente, un rôle qui lui avait permis d'étancher sa soif de pouvoir ? L'avenir ne manquerait pas de révéler les liens véritables qui l'unissaient à son fils mais elle était confiante et convaincue que le roi ferait ce qu'il y avait de mieux pour le pays.

Le 12 août, le jeune roi fit son entrée à Rouen. Trois jours plus tard, les princes de sang et toute la cour le rejoignirent au palais de justice. Dans la grande salle construite à la demande de Louis XII et du cardinal d'Amboise, Charles prit place sur le trône or et azur, sous un dais dont la magnificence rappelait à tous qu'il était, légitimement, le nouveau roi de France.

Michel de L'Hospital, chancelier de France et l'un des conseillers privés les plus influents, était également présent. Avec « sa longue toge en velours noir et sa barbe blanche, il affichait un air sérieux et imposait le respect ». Naturellement, il s'assit aux pieds du roi.

Devant l'assemblée, Charles déclara être désormais en âge de régner sur le pays, avant d'ajouter immédiatement : « Ma mère, la reine, aura également la charge du royaume. » À ces mots, Catherine se leva et s'inclina devant son fils : certes, elle s'était interrogée sur les conséquences de cette prise de pouvoir mais, au fond d'elle, jamais elle n'avait douté de l'amour que lui vouait son fils. Charles l'aida à se relever et la serra dans ses bras. Il lui baisa la joue et, devant toute l'assistance, déclara d'une voix empreinte de la plus grande affection que « c'était toujours elle qui régnait sur le pays³ ».

Cette scène assit l'autorité de Catherine à la cour. Une fois la cérémonie achevée, l'ambassadeur anglais, sir Thomas Smith, fut conduit auprès des souverains. Il s'enquit immédiatement du sauf-conduit de

Throckmorton, qui avait été promis par l'ambassadeur de France à la cour d'Angleterre, Paul de Foix.

« J'ai changé d'avis », déclara Catherine, le visage impassible. « À aucun moment je n'ai pensé que le sauf-conduit était pour Throckmorton qui, au cours de ces deux dernières années, a fait tant de mal dans ce pays en complotant avec les protestants pour ébranler mon autorité⁴. » Smith tenta de répondre mais Catherine lui coupa la parole et le congédia, persuadée qu'il allait de nouveau exiger la libération de Throckmorton, au nom de la reine d'Angleterre.

Les jours qui suivirent, le roi et la reine, en présence de leurs conseillers, accordèrent une nouvelle audience à l'ambassadeur anglais. Smith soutint que la reine d'Angleterre avait été étonnée d'apprendre que son cher ambassadeur était prisonnier de la couronne de France. Les deux royaumes n'étaient-ils pas alliés ? Catherine répéta ce qu'elle avait dit à Smith quatre jours plus tôt : en tant qu'ambassadeur, Throckmorton « n'aurait jamais dû voyager sans sauf-conduit⁵ ». Ce n'était pas la première fois qu'il créait des problèmes. Et la reine d'ajouter que tant que les Anglais retiendraient en otage les aristocrates français dans la Tour de Londres, Throckmorton ne quitterait pas sa cellule. Si, comme le prétendait Élisabeth I^{re}, les deux grandes nations étaient alliées, l'une et l'autre devaient faire preuve de bonne volonté.

Pour les personnes présentes lors de cette entrevue, nul doute que dans ce bras de fer diplomatique, Élisabeth et Catherine se servaient de leurs sujets pour s'affronter, n'hésitant pas à risquer la vie des hommes qu'elles avaient sous la main. Chacune devait prouver sa légitimité et sa capacité à gouverner dans un monde dominé par les hommes.

*

La guerre entre elles deux avait commencé cinq ans plus tôt.

En 1559, à la suite des traités signés en avril sous le nom de paix du Cateau-Cambrésis, Élisabeth dut assumer la perte de Calais, dernier bastion anglais sur le sol français, une humiliation laissée en héritage par Marie Tudor. Cette perte avait été perçue comme un véritable affront fait aux Anglais et, contrairement à celle qui l'avait précédée sur le trône, Élisabeth n'était pas prête à renoncer aussi facilement à Calais. Le traité de paix stipulait que la France avait huit ans pour rendre Calais à l'Angleterre. Si elle ne respectait pas cette clause, elle serait condamnée à verser à l'Angleterre une compensation estimée à 500 000 couronnes.

En 1559, afin de s'assurer que les monarques français tiendraient leur parole, Élisabeth ordonna la capture de quatre aristocrates

français : Frédéric de Foix ; Louis de Sainte-Maure, marquis de Nesle et comte de Laval ; Gaston de Foix, marquis de Trans ; et Antoine du Prat, seigneur de Nantouillet et prévôt de Paris. Dès leur arrestation, les quatre hommes furent envoyés à la Tour de Londres pour une durée indéterminée.

En 1562, alors que la première guerre de Religion venait d'éclater en France, les ambassadeurs de France, Gilles de Noailles et Michel de Sèvre, réussirent à force de négociations à obtenir la libération des trois premiers. Antoine du Prat, resté en prison, fut bientôt rejoint par trois autres aristocrates français : Esprit de Harville, seigneur de Palaiseau, chevalier des ordres du roi et colonel des légionnaires de Normandie ; Monsieur du Moy ; et Monsieur de la Ferté. Élisabeth entendait démontrer son autorité aux Français. C'est elle qui faisait la loi au sein de son royaume.

Pendant cette première guerre de Religion, la reine d'Angleterre amplifia les tensions entre les deux pays en choisissant de s'allier aux huguenots contre les souverains français. Elle envoya une armée de 6 000 soldats, des munitions et de la poudre à canon au Havre (plus connu à cette époque sous le nom anglais de Newhaven). Les Anglais perdirent la bataille qui s'ensuivit et, qui plus est, furent trahis par Louis de Bourbon, prince de Condé, à la tête des huguenots, qui signa un traité de paix avec Catherine et Charles. Élisabeth se retrouva soudain seule et abandonnée de tous.

Par suite de la victoire de la France, les quatre Français, qui rêvaient de liberté, tentèrent de s'échapper de leur prison. Mais ils n'allèrent pas loin. À peine eurent-ils parcouru une trentaine de kilomètres qu'ils furent capturés et de nouveau incarcérés à la Tour de Londres. Désormais pleinement considérés comme des criminels, ils furent contraints de payer des sommes exorbitantes pour leurs moindres besoins, y compris leurs vêtements.

Calais et Newhaven étaient au cœur de la bataille politique que se livraient Élisabeth et Catherine pour régner sur l'Europe. Laquelle de ces deux puissantes reines l'emporterait ?

Throckmorton, quant à lui, était toujours emprisonné au château de Saint-Germain-en-Laye. Son gardien le capitaine La Salle, qui avait gagné la confiance du prisonnier, lui suggéra d'entrer en contact avec Anne de Montmorency, connétable de France et conseiller très écouté de Catherine et Charles. Throckmorton accepta et adressa plusieurs missives au duc pour lui demander une audience. Anne de Montmorency donna son accord et le convia à un dîner le 1^{er} octobre 1563, ce qui était de bon augure.

Le dîner fut agréable mais aucune des revendications de Throckmorton ne fut acceptée. Les souverains français ne lui accorderaient pas d'audience et il ne serait pas autorisé à communiquer avec Élisabeth, tout au moins de manière officielle. Sa correspondance avec la couronne d'Angleterre était toujours vue comme un crime, et ce, bien qu'il revendique à cor et à cri ne faire là que son travail.

La seule option qu'il lui restait pour résoudre cet incident diplomatique était, par conséquent, de poursuivre sa correspondance avec Smith. Cherchant l'un et l'autre à gagner la faveur d'Élisabeth, les deux ambassadeurs s'étaient toujours considérés comme des rivaux, or pour leur salut respectif – et, plus important encore, pour asseoir la réputation d'Élisabeth – ils n'avaient désormais d'autre choix que de collaborer. En effet, la reine voulait être tenue en haute estime, voire inspirer la peur partout en Europe, à l'image de feu son père le roi Henri VIII.

Throckmorton écrivit à Smith, lui donnant moult détails à propos de ses conditions de détention à Saint-Germain-en-Laye. « Les murs de la chambre dans laquelle je suis détenu sont recouverts de tapisserie. Le matin, pendant une heure et pas une minute de plus, je fais une promenade dans le parc sous la surveillance de trois ou quatre gardes. Dans la journée, j'ai le droit de marcher dans la galerie du château avec un gardien. » Et le prisonnier d'ajouter : « À côté de ma chambre, il y a une grande pièce dans laquelle je peux aller et venir toute la journée et une plus petite dans laquelle je prends mes repas midi et soir. Vers 18 heures, je regagne ma chambre avec l'un de mes serviteurs. La porte est verrouillée et un garde dort sur une paillasse sur le seuil⁶. » Cette situation était inacceptable pour un honorable ambassadeur.

Lorsque Throckmorton se plaignit à Anne de Montmorency de la manière dont il était traité eu égard à son rang, le connétable répondit : « En ce qui vous concerne, on ne peut parler d'un emprisonnement au sens propre mais plutôt d'une opportunité qui vous est donnée de pouvoir, loin de la cour, réfléchir à vos actes⁷. » Bien que furieux de cette réponse, Throckmorton ne répliqua pas. La rencontre s'acheva sans le moindre espoir de réconciliation entre l'ambassadeur et la reine mère de France.

Le problème restait entier.

À cette époque, les pourparlers au sujet du mariage de Marie Stuart, la reine d'Écosse, avec Don Carlos, le fils du roi Philippe II d'Espagne, allaient bon train. Si, comme l'affirmait Smith, la jeune Marie envisageait cette union d'un œil favorable et était prête à en accepter les conditions, cette union allait inévitablement mettre en danger la France

et l'Angleterre, l'Espagne comptant alors parmi les pays européens les plus puissants. Catherine et Élisabeth en étaient parfaitement au fait. Pour Catherine, il fallait à tout prix trouver un compromis.

Mettant sa fierté de côté, elle parvint à convaincre son fils Charles d'accepter de prendre Throckmorton comme commissionnaire – autrement dit, il était déchu de ses fonctions et toujours privé de liberté, ses déplacements étant très restreints. Sans une autorisation préalable des souverains français, Throckmorton ne pouvait ni voyager à travers le pays ni visiter différents États ainsi qu'il l'avait toujours fait auparavant. En revanche, il pouvait plaider sa cause en personne devant Catherine et Charles et participer aux négociations à venir.

Au début du mois de novembre 1563, par une froide matinée, Throckmorton, accompagné d'« un garde arquebusier, comme un prisonnier », retrouva Smith. Tous deux étaient attendus le lendemain au domicile de la reine à Monceau. Ils s'y rendirent et, après le dîner, tous les trois furent conduits auprès de Charles. La reine prit place sur un siège à côté du jeune roi alors que Smith se lançait dans un discours particulièrement acerbe, affirmant que le traitement que son collègue avait subi était « inacceptable⁸ ».

Catherine hurla pour toute réponse : « Vous ne faites que répéter ce que vous avez déjà dit maintes et maintes fois ! » Coupant court aux palabres, elle congédia les deux hommes qui n'avaient pas su profiter de l'occasion pour aborder des questions ô combien plus importantes⁹.

Throckmorton n'avait certes pas encore recouvré son entière liberté mais il pensait que c'était en bonne voie. Et pour cause. Quelle autre possibilité les souverains français avaient-ils pour contrebalancer le pouvoir de l'Espagne en Europe ?

Cependant, les mois s'écoulèrent sans que la situation évoluât pour autant. Élisabeth et Catherine persévéraient dans leur désaccord, la vie des otages français et anglais était toujours menacée. Throckmorton et les nobles français demeuraient emprisonnés même si le premier jouissait de certains avantages : on lui accordait des audiences et il avait officiellement le droit de correspondre avec Élisabeth.

Il était temps que la reine d'Angleterre prît les choses en main.

Ayant appris que Throckmorton – et son secrétaire sir John Somers particulièrement doué en termes de codage – avait réussi à obtenir une audience avec Catherine, Élisabeth ordonna au prisonnier de « ne pas montrer que vous agissez en mon nom, mais de saisir l'occasion de parler à la reine mère » pour s'assurer de la ratification du traité du Cateau-Cambrésis de 1559 qui garantirait la paix entre la France, l'Angleterre

et l'Espagne, et mettrait fin aux guerres italiennes qui avaient fait rage durant toute la première partie du XVI^e siècle.

Le 14 février 1564, Catherine envoya une diligence chercher Throckmorton, sous escorte du capitaine La Salle. Pendant des jours, les discussions entre, d'un côté, Throckmorton et son secrétaire et, de l'autre, plusieurs conseillers privés français allèrent bon train, tous s'efforçant de trouver une issue pacifique. Ils étaient pourtant bien conscients que la décision finale ne leur appartenait pas et qu'Élisabeth et Catherine auraient le fin mot.

Une chose était sûre : Catherine n'avait nullement l'intention de rendre Calais à Élisabeth. Quant à la libération des aristocrates français – et au montant dont les Français devraient s'acquitter s'ils persistaient à garder la ville –, aucune décision n'avait été prise. Entre le 20 et le 23 février, Throckmorton continua à négocier avec Catherine.

Throckmorton était un homme de grande taille, au regard bleu et perçant, toujours vêtu d'habits noirs qui rappelaient à tous quelles étaient ses convictions religieuses. Si sa stature, son expérience et son rôle auprès de la reine d'Angleterre pouvaient intimider, Catherine n'était nullement impressionnée par son charisme ou son physique. En effet, les relations qu'il entretenait avec les huguenots – protestants français qui suivaient les enseignements de Calvin et qui avaient été persécutés par le gouvernement catholique – faisaient de lui un ennemi de la couronne de France, et ce, même si la reine mère acceptait qu'il continuât à négocier au nom de la reine Tudor.

Lors d'une audience, Catherine proposa « 120 000 couronnes en échange de la libération des otages français » – une somme dérisoire par rapport aux 500 000 couronnes promises au tout début des négociations, si la reine refusait de rendre Calais aux Anglais.

« La reine d'Angleterre ne veut pas d'argent. Ce qu'elle veut, c'est que le traité soit ratifié », répondit Throckmorton.

« Si elle libère les quatre prisonniers français sans plus attendre, mon fils le roi lui donnera le plus beau des bijoux qu'il possède », répliqua Catherine d'une voix posée.

Déconcerté, Throckmorton prit de nouveau la parole : « Quel bijou pourrait compenser la ratification du traité du Cateau-Cambrésis¹⁰ ? »

Catherine ne céda pas et, une fois de plus, congédia Throckmorton.

La guerre entre les catholiques et les protestants ayant pris fin, la France était de nouveau unie – tout au moins pour une certaine période. La marge de manœuvre des Anglais était de plus en plus restreinte, d'autant que Catherine ne cessait d'affirmer sa position. Charles avait

tenu parole, laissant toute liberté à sa mère pour gouverner le pays. Rien ne la ferait ni fléchir ni céder. Si les Anglais s'entêtaient, ils perdraient bien plus que Calais – fallait-il qu'elle leur rappelle leur défaite lors de la bataille de Newhaven ?

Catherine était désormais en position de force et lorsqu'elle accorda une nouvelle audience à Throckmorton, elle avait déjà pris sa décision. Elle ne changerait pas d'avis et ne lâcherait rien.

Le 3 avril 1564, Catherine reçut Throckmorton en tête-à-tête pour parler des otages et de la question financière.

« Ma maîtresse, la reine d'Angleterre, a donné son accord pour 300 000 couronnes », attaqua Throckmorton, entrant ainsi dans une nouvelle phase de négociation.

« Cette somme nous sied mieux que la précédente même si elle est supérieure à nos moyens. Nous n'irons pas au-delà de 120 000 couronnes », répondit Catherine sur un ton qui ne tolérait aucune réplique¹¹.

Le lendemain, la reine mère accepta une nouvelle fois de recevoir l'ambassadeur anglais. L'entretien dura trois heures. Throckmorton aborda de nouveau le sujet qui les opposait, consentant cette fois à descendre à 250 000 couronnes puis, après le refus catégorique de Catherine, à 200 000 couronnes. Une fois encore, Catherine fit preuve d'intransigeance : « Comme je vous l'ai déjà dit, nous n'irons pas au-delà de 120 000 couronnes¹². »

Throckmorton n'avait d'autre choix que de se résigner, ce qu'il fit le 6 avril. Élisabeth lui avait donné carte blanche, persuadée que, comme elle, il avait à cœur de défendre les intérêts de l'Angleterre. Toutefois, une question restait en suspens : comment la somme serait-elle réglée ?

Catherine suggéra de verser 60 000 couronnes dans un délai de six semaines après la ratification du traité qui aurait lieu à Douvres, tandis que deux des otages français seraient libérés. Le choix se porta sur messieurs de Palaiseau et de la Ferté. « Les deux hommes étant mariés, la somme à acquitter pour qu'ils pussent regagner la France sera versée en premier et acheminée vers l'Angleterre à bord du vaisseau français avec les 60 000 couronnes. Le solde sera payé six semaines plus tard à Boulogne ou Calais. Les 60 000 couronnes seront transportées par un navire anglais sous la responsabilité des Anglais¹³. »

Les conditions de Catherine, bien que fort osées, furent acceptées. Ravie d'avoir remporté cette victoire diplomatique, la reine mère écrivit à son ambassadeur, l'évêque de Rennes – en place à la cour de Ferdinand, empereur du Saint Empire romain germanique – qu'elle se réjouissait vivement de l'issue des négociations qui avaient abouti à la

libération et au retour dans leur pays natal des quatre aristocrates et au non-transfert de Calais aux Anglais.

Catherine avait remporté son premier bras de fer contre Élisabeth.

Après toutes les humiliations diplomatiques qu'il s'était vu infliger, Throckmorton n'avait, quant à lui, qu'une idée en tête : retourner en Angleterre.

Le traité de paix signé, Catherine accepta de le recevoir une dernière fois. Au cours de l'audience, elle lui demanda si lui et sir Thomas Smith aimeraient aller à l'église pour rendre grâce à Dieu – ils acceptèrent. Ainsi, avec Throckmorton « à la gauche du roi et Smith à la droite de la reine, ils allèrent à la cathédrale¹⁴ ».

Le 23 avril 1564, la paix entre la France et l'Angleterre fut enfin proclamée. « Partout des feux de joie furent allumés. » Le prévôt des marchands de Paris, les préfets de police et les commissaires de la capitale rendirent visite à Throckmorton et « lui apportèrent des épices et des confitures comme le voulait l'usage¹⁵ », soit autant de présents qui laissèrent un goût amer dans la bouche de l'ambassadeur anglais.

Tout au long de la guerre diplomatique qui les avait opposées, Élisabeth et Catherine avaient compris qu'elles auraient besoin l'une de l'autre au cours des années à venir. Ces deux adversaires rivalisant de puissance s'admiraient réciproquement. Aucun souverain de leur époque n'arrivait à la hauteur de ces deux femmes à la fois courageuses et intelligentes. Ces qualités, loin de les diviser, les avaient rapprochées, sans pour autant leur faire oublier leur rivalité.

Le monde les observait, curieux de savoir comment les choses allaient évoluer.

Première partie
Devenir reines
1533-1558

Chapitre 1

Amour et scandales, 1533-1536

Le moment qu'elle attendait depuis si longtemps était enfin arrivé. Relevant la tête, elle prit une profonde inspiration. Elle était prête. Prête à affronter son destin.

Par un chaud jeudi après-midi, Anne Boleyn s'apprêtait à quitter le palais de Greenwich à bord d'un brigantin aux couleurs vives. Le navire dans lequel elle avait pris place avec ses dames de compagnie était escorté d'une centaine de bateaux similaires, tous parés de bannières et d'étendards. Anne ne s'était jamais sentie – et n'avait jamais été – aussi resplendissante. Alors qu'elle regardait la ville autour d'elle, le son des tambours, des trompettes et des flûtes s'élevait au-dessus de la Tamise.

Lorsque la procession arriva à proximité de la Tour de Londres, un canon retentit en signe de salut. Derrière la flotte officielle, plus de deux cents bateaux étaient là pour accueillir Anne qui n'en croyait pas ses yeux. La Tamise abondait de bateaux et les exclamations de joie redoublèrent lorsque la future reine d'Angleterre atteignit le cœur de Londres pour y être couronnée. Bien que ses ennemis criassent haut et fort que le peuple ne voulait pas d'elle, la foule venue assister à l'arrivée d'Anne dans la cité semblait démontrer le contraire. Elle avait le soutien de nombreux Londoniens – tout au moins à cet instant précis. Après avoir été reçue par le grand chambellan, Anne rejoignit le roi qui l'attendait sur la berge. Henri VIII l'embrassa, puis elle fit volte-face et salua la foule de la main. Sous les applaudissements des Londoniens, la jeune femme pénétra dans la Tour. Les festivités battaient leur plein.

Et ce n'était que le début ! Le couronnement devait se tenir le dimanche 1^{er} juin 1533, les réjouissances dureraient quatre jours. Anne espérait que tout se déroulerait selon ses souhaits.

Le samedi 31 mai, Anne se réveilla et se prépara pour les cérémonies officielles, notamment la procession qui devait la mener de la Tour de Londres à Temple Bar. Elle était vêtue d'une robe royale de facture française, ses longs cheveux flottant sur un surcot blanc taillé dans un tissu de toute beauté. Elle était parée d'une coiffe relevée par un bandeau orné de rubis, de diamants et autres pierres précieuses.

Anne monta dans une litière tendue « à l'intérieur comme à l'extérieur de satin blanc », à l'abri « d'un dais de tissu aux fils d'or ». Douze dames d'honneur vêtues elles aussi de robes tissées de fils d'or suivaient celle qui allait devenir leur souveraine. Que de splendeur et de richesses ! La mère de la reine avait pris place dans le deuxième carrosse de la procession au côté de la duchesse de Norfolk, qui avait épousé en secondes noces le père du duc. Derrière elles, douze dames plus jeunes habillées de « velours rouge sang » étaient à dos de cheval.

Suivaient trois carrosses dorés dans lesquels des ladies s'étaient installées puis vingt autres dames, si ce n'est plus, appartenant à l'aristocratie, toutes à cheval et vêtues de velours noir. Le duc de Suffolk, à qui on avait pour l'occasion confié le rôle de connétable, lord William Howard, grand maréchal et grand chambellan et son frère Thomas Howard, duc de Norfolk, étaient escortés d'écuyers arborant « des bonnets en hermine », suivis de près par Jean de Dinteville, l'ambassadeur de France, avec à ses côtés l'archevêque de Canterbury Thomas Cranmer et l'ambassadeur de Venise accompagné du chancelier. Fermaient la marche un nombre impressionnant d'évêques et d'aristocrates anglais¹. Il fallait croire que les hommes de pouvoir de toute l'Europe étaient venus à Londres pour assister au couronnement d'Anne Boleyn.

Dans les rues décorées pour l'événement de tapisseries et de tissus de fils d'or, la foule s'était réunie pour voir la procession gagner Westminster Hall, où un banquet avait été organisé.

Le lendemain serait un grand jour.

*

Le 1^{er} juin, dimanche de la Pentecôte, Anne Boleyn était sur le point d'être couronnée reine d'Angleterre. À 7 heures du matin, le maire de Londres, les échevins, les responsables de la sécurité et les membres du Conseil se rendirent de la cité à Westminster. À 8 h 30, la future reine quitta ses appartements pour les rejoindre.

Elle marcha jusqu'au grand autel, vêtue d'un magnifique « surcot et d'une robe de velours pourpre ourlée d'hermine² », ses cheveux noirs lâchés sur les luxueux vêtements. La duchesse de Norfolk tenait la

traîne, suivie par de nombreuses dames appartenant, elles aussi, à la noblesse.

Arrivée à l'autel, Anne fut rejointe par Thomas Cranmer, l'archevêque de Canterbury, qui tenait entre ses mains la couronne de saint Édouard. Il déposa le plus beau joyau du royaume sur la tête d'Anne avant de le remplacer pour la suite de la cérémonie par une couronne plus légère, confectionnée spécialement pour l'occasion. Après la messe, celle qui venait d'être faite reine reçut le sacrement et fit une offrande à saint Édouard.

Une fois la cérémonie terminée, un dîner fut servi à Westminster Hall. Les aristocrates lui firent honneur, buvant et mangeant tout leur soûl.

Anne était officiellement devenue reine d'Angleterre – et ce, malgré tous les problèmes que son mariage avec Henri VIII allait engendrer en Angleterre mais aussi sur le continent, le divorce du souverain et de Catherine d'Aragon ayant des répercussions partout en Europe.

Nombreux étaient ceux qui, déjà, avaient un œil sur Anne et complotaient afin d'entraîner sa chute. À peine sur le trône, la reine avait plus d'ennemis que d'alliés. Parmi ces derniers, elle pouvait compter sur François I^{er} qui, bien qu'éprouvant certaines réserves envers les nouveaux mariés, lui envoya en cadeaux de noces « une litière de toute beauté et trois mules avec tout leur attirail³ », présents qui lui furent remis par un écuyer du souverain français prénommé Julien.

*

L'année suivante, au cours de l'été, Eustace Chapuys demanda une audience au roi Henri VIII. Ambassadeur du roi d'Espagne, Charles Quint, à la cour d'Angleterre, Chapuys était aussi l'un des plus grands ennemis d'Anne.

Malheureusement pour ce dernier, Henri ne put le recevoir. En effet, le roi s'était retiré dans l'une de ses résidences privées, après que son médecin et plusieurs autres personnes de son entourage avaient attrapé la « suette », une maladie mortelle très virulente. Ce fut à Stephen Gardiner, évêque de Winchester, et à Thomas Cromwell, secrétaire principal, que revint la responsabilité de distraire (parties de chasse et festivités en tout genre) Chapuys, occasion qui leur permit d'échanger quelques mots au sujet du récent mariage royal.

« Votre maître, l'empereur du Saint Empire romain germanique et roi d'Espagne, et le pape finiront bien par donner leur consentement à ce divorce », dit Cromwell plein d'espoir, le mariage d'Henri et de

Catherine d'Aragon ayant été dissous pour que le roi puisse épouser Anne en secondes noces.

Chapuy n'en était pas aussi sûr. « Je ne peux que vous encourager à faire en sorte que le roi se remette sur le droit chemin », répondit-il simplement.

Cromwell le remercia pour le conseil et assura à l'ambassadeur, d'une part, que le sujet ferait l'objet d'un nouveau débat devant le Conseil de Sa Majesté et, d'autre part, que tous les conseillers étaient « bien disposés » envers Charles Quint. Tous étaient d'accord sur un point : l'entente entre l'Angleterre et l'Espagne devait être préservée.

Chapuy commençait à se dire qu'Henri avait compris l'erreur qu'il avait commise en épousant Anne. Le simple fait que le roi passe du temps sans son épouse, un an seulement après leur mariage, se montrant très occupé par d'autres sujets en disait long : le roi commençait à « regretter cette union⁴ ».

Cromwell invita Chapuy à une partie de chasse organisée pour le retour du roi Henri deux jours plus tard. L'ambassadeur espérait une issue proche et souhaitait que l'affront fait à Catherine d'Aragon, la tante de Charles Quint soit, sans plus attendre, amendé. Il ignorait alors qu'Anne était enceinte et que cette grossesse allait compliquer la situation. Comment mettre fin à ce mariage ô combien controversé ?

Un mois s'écoula. On ne parlait plus que de la grossesse de la reine. Henri consulta tous les médecins et astrologues du royaume qui, unanimement, lui assurèrent que son épouse attendait un garçon – ce fils qu'il désespérait de voir naître. Ce fils que Catherine d'Aragon n'avait pas été en mesure de lui donner.

La réalité fut tout autre.

Le 7 septembre 1533, entre 15 heures et 16 heures, Anne donna naissance à une fille, qui fut baptisée le mercredi suivant.

Une fois les invités réunis dans l'église Friars, la petite Élisabeth fut présentée à l'assemblée. Deux par deux, les personnes s'avancèrent vers le bébé : les citoyens de Londres, puis les nobles, les écuyers, les aumôniers, les échevins, le maire seul, les conseillers privés du roi puis les barons, les évêques et les comtes. Le comte d'Essex portait les « blasons couverts d'or », le marquis d'Exeter un cierge, la marquise de Dorset le sel et lady Mary Howard la tavaïolle, linge de baptême brodé et orné de bijoux, de perles et de pierres précieuses.

En sa qualité de doyenne, Agnès Howard, la très respectée duchesse de Norfolk, tenait dans ses bras la princesse emmaillotée dans une cape de velours pourpre, dont la longue traîne était tenue par le grand-père